

Mémoire de l'esclavage: derrière l'attaque d'Obono, la contre-offensive réactionnaire

PAR LUCIE DELAPORTE
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 2 SEPTEMBRE 2020

La dégradante fiction de *Valeurs actuelles* mettant en scène la députée Danièle Obono s'inscrit dans une plus large tentative de réduire au silence les revendications mémorielles sur l'esclavage. L'objectif : imposer un contre-récit sur les traites où les Européens cesseraient, enfin, d'être coupables.



Les attaques contre la députée Danièle Obono permettent de réécrire l'histoire. © AFP

La mine sombre, apparemment contrit d'avoir « *blesé à titre personnel* » la députée Danièle Obono, campée en esclave dans un abject « roman d'été », Geoffroy Lejeune, invité sur le plateau de BFMTV ce lundi, tente d'expliquer laborieusement que son journal a été mal compris. À l'entendre, il ne s'agissait pas d'humilier une élue noire dans une fiction ouvertement raciste, mais de rappeler une vérité historique trop longtemps passée sous silence.

« *Cela raconte une réalité que personne ne veut voir aujourd'hui [...] qui est celle des atrocités de l'esclavage du XVIII^e siècle* », plaide-t-il. En l'occurrence, précise immédiatement le rédacteur en chef de *Valeurs actuelles*, celui de « *l'esclavage commis par des Africains sur d'autres Africains* ». L'ambition, comme il le dit alors sans détour, est bien « *idéologique* » et vise à « *casser le discours indigéniste* ». Un discours qui s'est « *un peu trop exprimé ces derniers mois* », dans le sillage du mouvement Black Lives Matter. Un mouvement qui demande que la France regarde enfin un passé esclavagiste et colonial en face.

Danièle Obono, qui a décidé de porter plainte ce mercredi contre l'hebdomadaire, le reconnaît : c'est non seulement la femme noire mais bien la militante qui était visée à travers elle et, plus largement, tout le mouvement consistant à reconnaître un racisme systémique encore à l'œuvre en France. « *On ne peut pas non plus laisser passer cette vision révisionniste de l'histoire* », explique-t-elle à Mediapart.

Car *Valeurs actuelles* a un message à faire passer à ceux qui se sont mobilisés pour que soit reconnu le passé esclavagiste de la France notamment : l'esclavage est d'abord et avant tout celui des négriers arabes et des Africains sur les Africains... Une vérité qui serait « *taboue* ».

Au-delà de l'illustration qui a beaucoup choqué, celle montrant Danièle Obono dans les fers, le texte de *Valeurs actuelles* est à étudier de près sur la vision très particulière qu'il véhicule de l'esclavage. Il met en scène la députée de la France insoumise qui tombe des nues en « *expériment[ant] la responsabilité des Africains dans les horreurs de l'esclavage* ». La voici bombardée « *quelque part dans le sud de l'actuel Tchad* », où une tribu voisine, les Toubous, va s'emparer d'elle pour la vendre à des « *négriers arabes* ». Elle est achetée par un « *Turc* », qui lui semble « *la figure même de la perversité* ». Danièle Obono sera finalement sauvée par un religieux français appartenant à un ordre mendiant qui la rachète à son maître pour la libérer. Elle est enfin recueillie dans un monastère de bénédictines, où elle vit une épiphanie en contemplant « *l'homme sur la croix, suspendu au-dessus de l'autel* ».



Illustration du « roman » de « Valeurs actuelles » © VA

Si le parcours d'une femme capturée par des Africains qui la revendent à des négriers arabes après une effroyable traversée du désert est historiquement conforme à ce qu'était, au XVIII^e siècle, la traite dans

la région, la figure du religieux, seul homme blanc du récit, qui vient l'arracher des griffes des esclavagistes relève, en revanche, de l'imagination.

« *Les ordres rédempteurs auxquels ils font référence, et qui se sont donné pour mission de racheter les esclaves chrétiens à partir du XVI^e siècle, ne se sont que très rarement préoccupés des esclaves africains. La scène de VA avec le religieux qui viendrait libérer, en la rachetant, Danièle Obono ne relève surtout que du fantasme de la femme noire sauvée par l'homme blanc* », relève l'historien M'hamed Oualdi, professeur à Sciences Po, qui dirige un projet de recherche européen sur la fin de l'esclavage au Maghreb.

La fiction de *Valeurs actuelles* est nourrie, explique l'historien Guillaume Calafat, maître de conférences à Paris-I et spécialiste de la Méditerranée à l'époque moderne, par une longue histoire édifiante des missionnaires chrétiens pour libérer les captifs depuis le XVI^e-XVII^e siècle. « *Leurs récits visaient à lever des fonds pour libérer les chrétiens en captivité. La cruauté des marchands d'esclaves arabes y était particulièrement soulignée. On peut y trouver la figure du "Turc" cruel, de mauvaise foi, comme dans la fiction de Valeurs actuelles. Il est frappant de voir que ce discours réactionnaire sur l'esclavage puise dans ces récits très orientés sans aucune distance critique* », analyse-t-il.

Spécialiste des récits et des imaginaires coloniaux, l'historien Sylvain Venayre, professeur à l'université de Grenoble, souligne que ce « roman » évoque, tant par ses illustrations « exotiques » que son texte, *Le Journal des voyages*, « *qui commence à être publié en 1875 et qui est la grande revue pour enfants de l'époque – avec des romans d'aventures, une illustration proto-bande dessinée. C'est aussi l'organe de propagande du parti colonial* », précise-t-il. La publication consiste en un mélange d'articles de géographie et des romans d'aventures pour enfants. « *On retrouve dans le texte de Valeurs actuelles tous les stéréotypes de la fin du XIX^e siècle : les négresses à plateaux, la polygamie, les eunuques, qui faisaient le succès de ces publications* », assure l'historien.

Obono, députée si candide de la France insoumise, découvre avec horreur ce que ses « frères » africains lui font subir. La fiction du journal d'extrême droite s'essaie à la satire en confrontant, par exemple, la naïveté d'une Danièle Obono tentant d'expliquer – sans succès – au chef du village les « *beautés de l'alternance démocratique* ». Le Turc, lui, se nomme Bal-al-Adur, une référence à peine voilée à l'ancien premier ministre Édouard Balladur, né à Smyrne et cible, de ce fait, de la fachosphère pour ses origines « ottomanes ».

Au moment où commence à paraître *Le Journal des voyages*, qui a tant inspiré *Valeurs actuelles*, Léopold II fonde, en 1876, l'Association internationale africaine, qui prétend reprendre le combat anti-esclavagiste de la fin du XVIII^e siècle. « *Une des grandes justifications idéologiques de la colonisation est de mettre fin à l'esclavage intra-africain. Le discours consiste à expliquer qu'il n'y a plus de traite des esclaves occidentale et que seul persiste l'esclavage intra-africain* », souligne Sylvain Venayre.

« Jeter l'anathème sur d'autres histoires fait diversion »

Le propos de la fiction de *Valeurs actuelles* est implicite, mais très clair : l'esclavage n'est pas une spécificité occidentale et les pires esclavagistes sont les arabo-musulmans et les tribus africaines complices dont le sinistre commerce a été freiné par une colonisation civilisatrice.

Le 29 juillet, Alain Finkielkraut avait lancé, dans les colonnes du journal d'extrême droite, une pétition sans ambiguïté sur ses intentions, **titrée « Touche pas à mon histoire »**. « *La France est actuellement traversée par une crise très grave qui voit certains s'en prendre aux signes visibles de notre histoire – en particulier aux statues – et militent pour leur disparition violente de l'espace public* », commençait

par expliquer l'académicien, en référence notamment aux statues de Colbert – auteur du Code noir – vandalisées.



Photomontage de « Valeurs actuelles » pour illustrer la pétition « Touche pas à mon histoire » © VA

« *L'histoire est œuvre de connaissance. Il faut parler de l'esclavage, mais il faut en parler dans toute sa dimension. Certes, la traite négrière est un crime contre l'humanité. Mais l'esclavage existait en Afrique, des Africains participaient aux traites* », poursuit le texte, qui avance enfin deux chiffres censés clore le débat quant aux responsabilités de chacun. « *S'il y a eu 11 millions de captifs déportés dans le cadre des traites européennes, il y en a eu 17 millions dans le cadre de la traite orientale, c'est-à-dire des esclaves qui alimentaient le monde musulman* », précise cet agrégé de lettres. « *Rappeler cette évidence historique n'a pas pour but de dissoudre une culpabilité, mais il est capital d'affirmer aujourd'hui que la grande spécificité de la France et de l'Europe, ce n'est pas l'esclavage, c'est l'abolitionnisme. Alors que toutes les cultures sont souillées de crimes, seule la culture occidentale connaît la douleur de la culpabilité.* »

Un texte signé par près de 100 000 personnes à ce jour, parmi lesquelles un ancien Premier ministre et un ancien ministre de l'intérieur, issus des rangs socialistes, Manuel Valls et Jean-Pierre Chevènement.

À peine les premières manifestations dans le sillage de la mort de George Floyd avaient-elles émergé, reposant la question de la mémoire de l'esclavage, que des voix à droite et à l'extrême droite s'élevaient pour s'interroger sur leur bien fondé au regard des crimes esclavagistes commis « ailleurs ». « *Au lieu de pratiquer la rhétorique de l'indignation morale, avec 335 ans de retard et une lecture anachronique et vindicative de l'histoire,*

nos belles âmes "indigénistes" ne feraient-elles pas mieux de dénoncer la persistance actuelle de ces pratiques dans certains pays du monde arabo-musulman, sur lesquelles pèse un silence gênant, rarement entrecoupé de protestations ? », questionnait l'essayiste Jean-Christian Petitfils dans **LeFigaro**.

L'un des axes majeurs de la contre-offensive réactionnaire sur la mémoire de l'esclavage consiste à expliquer que l'esclavage « oriental » ou « arabo-musulman » serait « tabou », jamais étudié et inconnu du grand public. Ce qui hérisse les spécialistes du sujet. « *Dire que les historiens ne travaillent pas sur la traite arabe est totalement faux ! La question des esclaves noirs en Afrique du Nord fait précisément l'objet de belles études qui interrogent le passé esclavagiste et la place des Noirs dans les sociétés du Maghreb* », souligne l'historien Guillaume Calafat.

Si l'historiographie sur le sujet est aujourd'hui « bouillonnante », elle remonte, par ailleurs, au XIX^e siècle...

Interrogé par Mediapart sur les sources historiques sur lesquelles il s'est basé pour rédiger sa pétition et en particulier les chiffres comparant la traite transatlantique et la « traite orientale », Alain Finkielkraut nous a répondu s'appuyer sur les travaux d'Olivier Pétré-Grenouilleau. Ces chiffres repris en France par cet historien dont le livre *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, publié en 2003 chez Gallimard, avait défrayé la chronique, ont été avancés par l'historien Ralph Austen en 1987 dans son livre *African Economic History* (Londres, James Currey, 1987).

S'ils permettent d'affirmer – chiffres à l'appui – que l'Europe n'est pas, de loin, la plus coupable dans la tragique et longue histoire de l'esclavage, cette quantification pose, en réalité, d'immenses problèmes épistémologiques, soulignent aujourd'hui les historiens.

Les périodes ne sont tout d'abord pas tout à fait comparables : douze siècles pour la « traite orientale » et quatre siècles pour la traite transatlantique. « *Il est aussi très difficile d'avancer des chiffres précis des traites transsahariennes, car on n'a absolument*

pas de sources comparables à celles des cargaisons transatlantiques. La dissymétrie des sources fait que ces chiffres ne peuvent pas être utilisés comme cela, sans aucune précaution, dans une pétition, rédigée par des gens qui ne sont pas des historiens qui ont travaillé de près sur ces questions », rappelle M'hamed Oualdi.

Par ailleurs, renchérit Guillaume Calafat, cette tentative de comparaison « englobe des situations totalement différentes. On compte par exemple dans ce chiffre les mamelouks, les janissaires, des esclaves du sultan qui, certes, au service de maîtres sont des dignitaires qui occupent des positions très élevées dans le monde arabe et le monde turc. Cela n'a pas grand-chose à voir avec le statut d'un esclave des plantations ! » Selon lui, cette pluralité de situations « invite à une grande prudence vis-à-vis de ces chiffres ». Comparer les « esclaves » nécessite de contextualiser avec soin leur rang et leur statut (juridique, social) dans les sociétés observées.

Pour l'historien M'hamed Oualdi, « on amalgame, en effet, différentes traites qui n'ont, en réalité, rien de commun, si ce n'est qu'elles sont menées par des musulmans qui sont ainsi essentialisés ». Quoi de commun, en effet, entre l'esclavage pratiqué par l'Arabie du IX^e siècle et celui de l'Empire ottoman au XVIII^e siècle ?

« Il ne s'agit pas de nier la violence des traites transsahariennes et des traites transafricaines, précise d'emblée Guillaume Calafat. Mais alors que la question posée par les récentes mobilisations est : "Quelle est notre histoire esclavagiste ?", le fait de jeter l'anathème sur d'autres histoires fait diversion et ne nous aide guère à comprendre le passé impérial et colonial des sociétés européennes. »

« L'esclavage oublié : celui des Blancs par les Nord-Africains ».

Expliquer aussi, comme le fait le texte de la pétition publiée dans *Valeurs actuelles*, que « la grande spécificité de la France et de l'Europe, ce n'est pas l'esclavage, c'est l'abolitionnisme » – si elle est conforme à un certain catéchisme colonial et républicain – relève également d'une flagrante

méconnaissance historique. « Affirmer que l'Occident a, seul, inventé l'abolitionnisme, non seulement minimise la puissance des révoltes d'esclaves dans le moment des abolitions, mais nie aussi les contestations, les mouvements d'affranchissement et les projets abolitionnistes qui ont également existé en Afrique du Nord et dans plusieurs pays arabes ». La Tunisie a ainsi aboli l'esclavage en 1846... Deux ans avant la France.

Le point central de cette focalisation sur les traites orientales est aussi de nier la spécificité de la traite atlantique, son caractère industriel et son fondement racial dont les Africains furent les victimes.

Aux États-Unis, l'islamologue Bernard Lewis, qui deviendra l'un des conseillers néoconservateurs de l'administration américaine, installe ainsi, dans les années 1990, l'idée que la traite arabo-musulmane était étrangement « passée sous silence » ou minorée. Une idée presque devenue une vulgate à force d'être répétée. En France, un historien comme Jacques Heers, invité régulier de Radio Courtoisie, contribuera à populariser, à la fin de sa carrière, le motif des négriers arabes à travers plusieurs ouvrages, assez éloignés de ses compétences initiales.

Dans l'historiographie de la traite orientale, l'œuvre de Robert C. Davis marque aussi un tournant. Son livre *Esclaves chrétiens, maîtres musulmans. L'esclavage blanc en Méditerranée* a eu un profond retentissement dans les cercles conservateurs.

En France, son livre est ainsi accueilli en 2006 par un article dithyrambique dans *Le Figaro*, signé par le journaliste et essayiste Jean Sévillia, figure de la droite de la droite. Robert C. Davis aurait ainsi eu le courage de travailler sur « un sujet qui est un véritable trou noir historiographique, tant il heurte le politiquement correct », explique-t-il.

« À entendre le discours dominant – discours qui a conduit, en France, à fixer au 10 mai une journée annuelle de commémoration de l'esclavage –, les travailleurs serviles, il y a trois ou quatre siècles, étaient nécessairement des Africains et leurs maîtres forcément des Blancs. Cette lecture partielle de l'histoire fait l'impasse sur le fait que les

musulmans ont pratiqué la traite des Noirs dès le VII^e siècle, longtemps avant les Occidentaux, et que le phénomène, dans certains pays, a continué jusqu'à nos jours. Elle fait aussi silence sur une page tragique (et méconnue) du passé européen : entre 1500 et 1800, des centaines de milliers de chrétiens, originaires de France, d'Espagne ou d'Italie, ont été faits prisonniers par les pirates musulmans de la côte barbaresque et réduits en esclavage – Alger, Tunis et Tripoli étant les trois centres de ce sinistre commerce », écrit-il.

Un peu à la manière du concept de « racisme anti-Blanc », le pendant de l'esclavage des Blancs, trop longtemps nié, a, comme il fallait s'y attendre, galvanisé l'extrême droite, mais aussi tous ceux désireux de réduire au silence les revendications des descendants d'esclaves sur le sujet.

Le site d'extrême droite **Riposte laïque consacra, par exemple, en 2010 un long article** à « L'esclavage oublié : celui des Blancs par les Nord-Africains ».

Auteur **d'un article très critique pour *Les Annales*** sur le livre de Robert C. Davis, M'hamed Oualdi rappelle pourtant la fragilité scientifique du travail de ce spécialiste de la Renaissance italienne. « *Robert C. Davis se base uniquement sur des récits de captivité et aussi des récits de rédempteurs chrétiens. Ce sont évidemment des récits de souffrance. Mais comme il ne lit pas l'arabe, il n'a aucune source de l'administration locale de la société maghrébine et ne cesse de montrer sa méconnaissance totale de la société dont il parle. C'est aussi problématique que de faire l'histoire de France avec pour seules sources des sources allemandes* », affirme-t-il. Il ajoute que cette histoire prétendument passée sous silence néglige toujours de rappeler « *qu'à cette époque, au XVIII^e siècle, il y a beaucoup d'esclaves musulmans en Europe, notamment sur l'île de Malte, dans les villes portuaires d'Italie, d'Espagne et de France* ».

Son livre, publié juste après le 11 septembre 2001, tient « *un discours à la fois sur la souffrance infligée aux chrétiens par des musulmans, mais aussi, plus implicite à l'attention des Afro-Américains, que les*

Noirs n'auraient pas été les seuls à avoir souffert de l'esclavage et que les Blancs aussi furent des victimes ».

Qu'importe le discrédit scientifique sur ces travaux, puisque le principe d'une histoire cachée est installé et qu'il « infuse » notamment dans la classe politique...

Le Front national a toujours refusé de se joindre aux commémorations de l'esclavage, au motif que la France n'avait rien inventé en la matière et que l'esclavage avait toujours cours dans certains pays musulmans.

Invité en 2015 à réagir à la commémoration de l'abolition de l'esclavage par François Hollande, Patrick Devedjian, alors député des Hauts-de-Seine, déclare au micro de France Bleu que l'esclavage est « *un crime mondial qui a été partagé par toutes les civilisations. Je rappelle que les plus nombreux esclaves ont été les esclaves des Barbaresques, c'est-à-dire des Turcs. Et que les Blancs européens, y compris les Français mais surtout les Italiens et les Espagnols, ont été esclaves de Constantinople pendant des siècles* ». **Comme l'avait montré à l'époque *Libération***, la comparaison est totalement absurde, tant l'esclavage d'Européens est numériquement difficile à établir et sans commune mesure avec l'esclavage des Africains...

Le 16 juillet sur CNews, la journaliste politique Véronique Jacquier assène que si la France avait conquis l'Algérie en 1830, c'était pour « *mettre fin à la piraterie barbaresque et à l'esclavage pratiqué par les musulmans à l'époque. [...] Emmanuel Macron, faudrait peut-être qu'il tienne un petit peu ce discours au lieu d'être dans l'autoflagellation, la repentance* », s'indigne-t-elle.

Pour justifier la conquête d'Alger, Charles X a, certes, expliqué qu'il voulait ainsi mettre fin à l'esclavage là-bas. « *Cette propagande a été très fortement relayée par la presse à l'époque* », rappelle M'hamed Oualdi. « *Mais d'une part, il n'y avait presque plus de captifs chrétiens au Maghreb et, surtout, la colonisation n'a pas du tout mis fin à la traite, qui relève surtout d'un trafic clandestin de serviteurs noirs, car la France*

avait pour politique de ne pas s'ingérer dans les affaires domestiques. Elle a donc fermé les yeux très longtemps sur cette réalité », précise-t-il.

Qu'une journaliste de la chaîne préférée de l'extrême droite en vienne à regretter, en 2020, que le président de la République ne recoure pas plus à la propagande

de Charles X sur l'esclavage dit assez, sans doute, de la grande confusion de l'époque. Et des petites victoires culturelles de l'extrême droite.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.